

L'École de la Garde, une part de Cyr pendant l'Occupation

Philippe Davadie

62

Aix-en-Provence, Cherchell, l'Angleterre sont des lieux auxquels la mémoire fait immédiatement appel lorsqu'on parle de Saint-Cyr après l'invasion allemande de 1940. Pourtant, une autre ville de France pourrait également être associée à cette évocation : Guéret.

Chef-lieu de la Creuse, ville sans histoire ni fait d'arme marquant, contrairement à sa voisine Limoges, baptisée *capitale de la Résistance*, Guéret a cependant accueilli, un peu plus que l'espace d'un instant, une école qui forma des officiers et de futurs officiers. Le lecteur curieux du Casoar aura peut-être eu la puce à l'oreille lorsqu'il aura noté que, dans de récentes rubriques nécrologiques de la revue, certains officiers, et non des moindres au vu des fonctions qu'ils ont occupées, ont dans leur parcours un engagement « dans les FFI de la Creuse », sans aucune autre précision. Qu'avait donc de particulier ce département, pour que tant de personnes aillent s'engager parmi ses FFI ?

Sa préfecture a simplement accueilli d'octobre 1943 à juin 1944 l'École de la Garde qui continue de payer un anonymat qu'elle subit plus qu'elle ne recherche : même le récent numéro du Casoar portant sur les parcours des saint-cyriens durant la Seconde Guerre mondiale l'occulte. Pourtant, nombre de jeunes officiers sont passés dans ses rangs et d'autres auraient souhaité pouvoir bénéficier de son enseignement plutôt que de partir pour le STO.

Le présent article a pour but de présenter cette école, ce qui s'y

est fait et d'examiner si elle a sa place dans la geste saint cyrienne, question qu'il est opportun de se poser en cette année du bicentenaire d'Austerlitz.

Après la défaite de 1940, un fait particulièrement insolite, et qui mérite d'être souligné, a eu lieu dans l'armée française : la création d'une arme. Suite à la séparation de la Gendarmerie et de la Garde républicaine mobile, cette dernière a cessé d'exister pour laisser la place à une force armée autonome, la Garde, créée par décret du 9 février 1941. Composée de deux brigades de trois régiments en métropole et de trois régiments en AFN, cette force armée voyait ses régiments s'articuler en deux groupes de quatre escadrons (un à cheval, l'autre à moto et deux portés), chaque escadron comprenant 3 officiers et 122 gradés et gardes. Cette arme nouvelle dans l'armée nouvelle subit bien des vicissitudes avant de se voir disjointe de la cavalerie (il y avait à Tarbes une école d'application de la Cavalerie et de la Garde jusqu'en 1942) et d'avoir à sa tête une Direction générale de la Garde.

À sa tête fut nommé le général Perré, saint-cyrien, qui avait notamment commandé une DCR pendant les combats de 1940

contre les Allemands. Le directeur général, conscient du niveau de sa troupe et soucieux de sa pérennité, n'eut de cesse de créer une école afin d'y former ses officiers, gradés et gardes, et envoya de nombreuses lettres à ce sujet au ministère de l'Intérieur (puisque la Garde en dépendait depuis mars 1943). Après de nombreuses correspondances entre les autorités françaises et celles d'Occupation, et avec le soutien du ministère, la commission allemande d'armistice autorisa l'ouverture de l'école le 2 septembre 1943, les précurseurs y furent envoyés le 3, les autorités d'Occupation autorisèrent son ouverture le 4 septembre, et l'école ouvrit ses portes en octobre 1943. La note 996 DGG/Ins du 21 octobre 1943 mentionnait « Il est créé à Guéret, Caserne des Augustines, une École de la Garde destinée à former des Officiers, des gradés, des gardes. » et précisait son organisation : le premier escadron était un cours d'officiers élèves et d'élèves officiers d'une durée de 10 mois, le deuxième assurait le cours d'élèves gradés (120 sous-officiers dont l'instruction durait 6 mois, bien que le premier stage n'ait duré que trois mois et demi), le troisième escadron (75 élèves dans la spécialité montée), le quatrième (75 élèves dans la spécialité motocycliste) et le cinquième (150 élèves dans la spécialité portée) assuraient la formation des élèves gardes pour une durée de six mois.

Le colonel Favier, qui commanda l'école, saint-cyrien lui aussi, et chef d'état-major d'une division en 1940, déclara au pro-

cès du général Perré en 1951 « *Le général Perré était un véritable chef de guerre. Il voulait reconstruire un Saint-Cyr à échelle réduite. Si les Allemands avaient eu connaissance de ses projets, il ne serait pas là aujourd'hui.* » De fait, l'instruction comporta beaucoup de sport, fut axée sur le combat et, si elle comporta beaucoup de cours de mili (transmissions, auto, tir, etc.), elle fut plus discrète dans le maintien de l'ordre et les matières policières, ce qui valut au directeur de la Garde les remarques des Allemands qui vinrent inspecter l'école au moins trois fois entre septembre 1943 et avril 1944. De l'avis général, l'instruction fut rude, voire très rude, et comme le dit un aspirant du premier escadron, les élèves eurent « *l'impression de se préparer aux combats de la Libération.* »

Elle permit de préparer la revanche contre l'Allemagne, alors que les conditions s'y prêtaient peu et entretenaient, autant que faire se pouvait, les traditions saint-cyriennes sur le territoire métropolitain.

Cette instruction déboucha sur l'insurrection des escadrons d'élèves contre les troupes d'Occupation le 7 juin 1944 (le 6, l'école était en exercice), la libération de Guéret le jour même, des combats contre les troupes allemandes le 8 juin qui menaient vraisemblablement une reconnaissance pour savoir ce qu'il était advenu de leur garnison, et un départ vers la clandestinité le 9 juin, les Allemands ayant décidé de reprendre Guéret par la force, avec des moyens contre lesquels l'école et les FFI n'auraient rien pu faire. En tant qu'unité constituée, l'école vivait ses derniers moments puisque le 11 juin, l'irruption des troupes allemandes à Janaillat, lieu de rassemblement de l'école après le départ de Guéret, eut pour conséquence de disperser les élèves, beaucoup restant dans les maquis de la Creuse, l'un au moins optant pour les maquis berrichons, les autres choisissant de rejoindre une unité de la Garde.

Avec à son actif si peu de faits glorieux, aucune victoire inscrite sur son drapeau (elle n'en avait d'ailleurs pas puisqu'elle

n'eut qu'un fanion, même si elle conserva le drapeau de la GRM), et un anonymat persistant, peut-elle quand même être raccrochée à la geste saint-cyrienne ?

Les apparences ne militent pas en sa faveur : créée par le gouvernement de Vichy, ayant existé en 1943 et 1944, années où les ultras de la collaboration prirent les rênes du pouvoir, n'y avait-il pas mieux à faire que d'y être incorporé comme le suggère André Corvisier dans son Histoire militaire

de la France : « *À Guéret s'installe en septembre une école qui accueille les admis à Saint-Cyr qui n'ont pas pu ou voulu franchir les Pyrénées* » ?

Cependant, une réflexion plus poussée s'impose : les filières de départ vers l'Espagne n'étaient pas très connues à l'époque, Saint-Cyr a continué à former

des officiers en métropole jusqu'en 1942, les élèves de l'école de la Garde sont tous passés devant la commission d'épuration sans problème et son chef, porté déserteur en juillet 1944, fut réintégré par décret du 4 mars 1946 portant *annulation de mesures disciplinaires*. Qu'il me soit permis de citer le colonel Menuet, de la promotion « Croix de Provence », qui a indi-

rectement répondu à cette question lors de son allocution du 2 S 2003 citée dans le numéro 174 du Casoar : « *Nous pourrions faire un premier bilan de notre promotion [350 élèves-officiers en 1942] en 1945 après la libération de notre pays : 1 était passé en Angleterre à l'École des Cadets de la France Libre, 43 étaient venus en AFN où ils se formèrent comme chefs de section ou peloton à Cherchell, Meknès ou Rabat, 11 échouèrent, la zone d'accès aux Pyrénées étant très surveillée par les Allemands et furent déportés avec 21 autres qui étaient entrés dans des organisations de résistance, bon nombre ont pu passer au maquis après le débarquement de Normandie* » montrant que la situation était loin d'être simple à l'époque. Enfin, pour clore ce débat, l'école de la Garde fut officiellement reconnue comme unité résistante rattachée à l'Armée Secrète.

Au-delà de ces possibles polémiques, de nombreux saint-cyriens y furent instruits : la Croix de Provence y envoya 25 de ses membres, même si seulement 23 places lui avaient été ouvertes par les autorités d'Occupation, et les lauréats du concours général des corniches y furent admis pour suivre une instruction militaire, une bonne partie d'entre eux formant d'ailleurs la promotion « Veille au Drapeau ». Tous les



Groupe commandé par un aspirant du premier escadron après la dispersion et le passage au maquis.



L'insigne de la Garde.

jeunes qui passèrent par Guéret étaient des « fanas Cyr » et l'élève garde Chapon qui mourut après les combats du 8 juin face aux Allemands, s'écria après avoir été blessé « *Chic à Cyr, on les aura !* ».

Ces cyrards firent d'ailleurs vivre les traditions de la Spéciale comme leur nombre, les circonstances particulières de l'époque et leur temps libre, peu abondant au demeurant, le leur permirent. Dépositaires *de facto* des traditions de l'école, les aspirants de la « Croix de Provence » organisèrent un binôme avec leurs jeunes, seul acte de tradition possible à l'époque.

Leur enthousiasme, leur amour de la Patrie et leur foi en la victoire ne font aucun doute, puisqu'aucun cyrard ne refusa de prendre part aux combats contre les Allemands lorsque le commandant François, chef des FFI de la Creuse, demanda à l'école de le rejoindre pour reprendre la lutte

contre l'occupant.

Suite à la dispersion de l'école en juin, la Saint-Cyrienne s'enquit même du sort de certains élèves, puisque le 6 juillet 1944, une lettre vraisemblablement rédigée par le directeur général de la Garde, fut adressée au général, secrétaire général de la Saint-Cyrienne (12 rue de Babylone, Paris VIII^e) pour lui dire qu'aucune nouvelle de deux aspirants et d'un élève garde ne pouvait lui être communiquée, le rédacteur étant « *actuellement sans nouvelles de ces jeunes gens* ».

Une fois le pays libéré, et même si les aspirants du premier escadron regrettent encore de n'avoir pas pris part aux combats de la libération, puisque l'autorité militaire les avait envoyés à Cherchell pour y suivre une instruction jugée en majorité ni plus réaliste ni plus dure que celle reçue à Guéret, les cadets de la Garde poursuivirent la lutte sous toutes les latitudes et ne furent pas avares de leur sang, démontrant ainsi d'éclatante manière qu'à Guéret, ils s'étaient « instruits pour vaincre ».

Cette école, à l'existence brève et fort peu médiatisée, y compris au sein même de nos armées, eut néanmoins une importance certaine dans la Creuse puisqu'elle joua un rôle notable dans la libération de sa préfecture et participa activement à la lutte clandestine contre les Allemands par la suite.

Encadrée par de nombreux anciens de la Spéciale et ayant accueilli nombre de saint-cyriens, elle permit de préparer la revanche



Une pause du premier escadron lors d'un exercice.

contre l'Allemagne, alors que les conditions s'y prêtaient peu et entretint, autant que faire se pouvait, les traditions saint-cyriennes sur le territoire métropolitain.

De ce fait, et même si sa reconnaissance officielle, à l'instar de l'école des cadets de la France libre, est hors de propos car tout simplement impossible avant qu'au moins 6 fois 66 milliards d'années ne s'écoulent, cette époque demeurant trop chargée en émotions, il demeure cependant étonnant qu'elle ne soit jamais citée dans les ouvrages relatant l'histoire de la Spéciale.

Mais, ses élèves ayant largement prouvé leur attachement à la France et leur foi saint-cyrienne, l'année du bicentenaire du 2S est finalement une bonne occasion pour la faire sortir de l'ombre et lui rendre l'hommage qui lui est dû.